MOBILISATION

VOL 2 no 2

revue POLITIQUE militante

Fevrier '73 25



p. 4

SOMMAIRE

BILAN D'UNE LUTTE SUR LE LOGEMENT: LINTON-BARCLAY.......... 4
PROBLEMES ET PERSPECTIVES DU TRAVAIL DE QUARTIER A ST-JACQUES.......... 22
LA LUTTE DES TRAVAILLEURS CHILIENS.......... 34
QUELQUES TEXTES MILITANTS.......... 45

MOBILISATION

La publication de la revue MOBILISATION est assumée conjointement par des militants venant de cinq groupes:

LE CAP ST-JACQUES,
LE CAP MAISONNEUVE,
LE CAP COTE-DES-NEIGES,
LE CAP POINTE ST-CHARLES,
ET L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUEBEC (APLQ).

Pour que le travail d'organisation politique dans la classe ouvrière puisse se développer, il est impératif de dépasser le stade actuel d'isolement entre groupes politiques et de commencer à établir des mécanismes d'échanges entre groupes et noyaux de militants. Un premier pas dans cette direction peut être pris par la publication conjointe d'une revue militante à travers laquelle seraient diffusés des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et seraient amorcés des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme un moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes de militants actifs dans la classe ouvrière.

MOBILISATION est disponible au Comité d'Action Politique St-Jacques, 370 A Duluth est, Montréal; téléphone: 843-4347. *Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec*

AVANT-PROPOS

Le travail militant en milieu résidentiel présente beaucoup d'éléments fort différents de celui en usine et en école.

Deux facteurs majeurs interviennent en tout premier lieu: PREMIEREMENT, il n'y a pas un passé aussi riche en expériences militantes que celui que nous trouvons par exemple au niveau de l'usine (ou du moins ce passé n'est pas connu et encore moins systématisé). DEUXIEMEMENT, le marxisme qui commence seulement depuis quelques années à pénétrer la classe ouvrière au Québec, n'a pas été appliqué concrètement à la situation et aux problèmes rencontrés au niveau de travail en milieu résidentiel.

Ces deux facteurs sont extrêmement présents à travers le développement récent (c'est-à-dire depuis une dizaine d'années), développement qui par ailleurs a connu un grand essor. Ne pensons qu'à la naissance de nombreux comités de citoyens à travers le Québec, d'associations populaires (avant tout à caractère défensif) d'initiatives populaires au niveau du coopératisme, etc...

L'aspect positif du développement du travail en milieu résidentiel c'est avant tout l'instinct de classe qui s'est manifesté chez de nombreux travailleurs pour se défendre contre l'exploitation à un niveau autre que l'usine, soit le logement, la santé, l'alimentation, les droits légaux, etc... L'aspect négatif est le leadership, du moins l'impact certain, des éléments petits-bourgeois qui ont apporté une orientation réformiste à ce type de travail, surtout en faisant des problèmes attaqués des cas circonscrtis au lieu de les rattacher à la base même des problèmes, soit le mode de production capitaliste.

Le caractère réformiste des diverses expériences a ainsi permis à l'Etat d'intervenir en ce domaine en développant toute une gamme de projets et de lois ("un patchage systématique") qui visent à récupérer le mécontentement des travailleurs et leurs initiatives (ne pensons qu'aux projets PILS et Perspectives Jeunesse, et aux bills 10 et 65).

C'est donc dans ce cadre à la fois riche en potentiel et ambigue quant à l'orientation, que des militants de groupes progressistes interviennent. C'est la raison pour laquelle MOBILISATION croit important que les militants politiques aient des éléments pour une meilleure compréhension de leur travail, par la lecture de bilans d'expériences militantes. Nous proposons donc dans ce numéro-ci deux textes, l'un portant sur un travail spécifique au niveau du logement l'autre sur une réflexion critique du travail au niveau résidentiel.

D'autre part nous avons inclus un texte sur la lutte des travailleurs chiliens contre l'impérialisme yankee et leur bourgeoisie nationale. Nous croyons qu'il est important que les militants québécois connaissent les luttes anti-impérialistes qui se mènent à travers le monde pour apprendre de ces luttes et pour développer la solidarité avec les peuples du monde entier qui mènent le même combat que nous, sous différentes formes. La solidarité internationale des travailleurs n'est pas un mot vain, c'est une condition essentielle à une lutte victorieuse contre l'impérialisme.

MOBILISATION rappelle aux lecteurs militants qu'un des objectifs de la revue est le débat entre les militants des sujets abordés. Pour cela le comité de rédaction est vivement intéressée par les critiques que les groupes de militants peuvent faire, autant que par les méthodes d'utilisation et de diffusion de la revue par les groupes, ainsi que de leurs suggestions.

Le comité de rédaction.

bilan d'une lutte sur le logement



LINTON BARCLAY

Ce bilan a été produit par quelques militants du CAP Côte-des-Neiges qui ont travaillé à l'Association des Locataires pendant l'été 1972. Ce n'est qu'après quatre mois de travail face à une démobilisation et un piétinement général, que la tâche d'analyse du travail politique s'imposa avec force. Cependant, ce bilan fut très long à produire d'une part parce que nous devions assumer parallèlement la poursuite du travail sur les rues Barclay et Linton mais surtout parce que les problèmes politiques auxquels nous étions confrontés soulevaient des questions d'orientation générale et nécessitaient la clarification de nouvelles tâches politiques. Ce bilan reprend les principaux moments de la lutte sur la rue Linton: l'enquête, la revendication sur le problème du chauffage, la pétition, la rencontre avec le propriétaire et enfin le projet de grève des loyers. Il tente d'en dégager des alternatives i.e. dégager le sens dans lequel doit s'orienter le travail politique et d'en tirer

toutes les conséquences pour notre travail local. En ce sens nous croyons qu'il pourra être utile à tous les groupes de militants et associations de locataires qui ont mené des luttes et particulièrement à celles qui amorcent présentement de tels bilans .

LE LIEU D'INTERVENTION ET L'ORIGINE DE SON CHOIX.

Linton et Barclay se situent dans le secteur nord de Côte-des-Neiges.Autant le secteur sud est habité majoritairement par la bourgeoisie et les couches élevées de la petite bourgeoisie, autant.en descendant la côte vers le nord peut-on y retrouver une composition de classe diamétralement opposée,ce qui se manifeste tant au niveau des conditions de vie qu'au niveau des conditions de travail. En gros,mis à part les habitants de duplex (locataires et propriétaires), nous y retrouvons des assistés-sociaux en grand nombre, des ouvriers non-syndiqués,des employés de service, quelques étudiants. Une bonne partie de cette population est composée d'immigrants(légaux et illégaux) qui travaillent pour de bas salaires, soit dans des hôpitaux environnants (principalement le Jewish Hospital),soit dans des hôtels,des restaurants(femme de chambre,aide-cuisinier)et bien sûr dans toutes les petites usines qui profitent d'une main-d'oeuvre à bon marché, non-syndiquée, désorganisée.
Quant aux logements que ces travailleurs habitent, la majorité de ceux-ci ont été construits lors du "boom" de l'après-guerre grâce à de larges subventions de la S.C.H.L.et sont d'une qualité légèrement supérieure (à l'heure actuelle)aux projets que cet organisme d'Etat a financé au cours des dernières années. Et, bien que cette "qualité" toute relative tend à diminuer,le coût des loyers continue bien sûr à augmenter.

De plus,quelques indices nous laissent croire que la situation du logement ira en empirant dans ce secteur non pas seulement à cause de "l'usure normale" des logements mais aussi à cause du risque de disparition pure et simple d'un bon nombre de logements restaurable *à 90%.Un premier indice serait la dégradation des bâtiments sans aucune réparation, les propriétaires attendant de vendre à gros prix leurs terrains dont la valeur augmentera avec la venue du métro; un autre indice serait le projet d'entreprises privées pour un village olympique ou encore la formation éventuelle d'une société à "but non lucratif" pour la construction subventionnée de H.L.M. Puis,finalement, l'aveu de certains propriétaires parmi les plus importants du secteur, projetant de raser leurs propriétés existantes pour bâtir du logement à haute densité.*

Or, pour l'Association des locataires de Côte-des-Neiges , ces conditions objectives justifiaient amplement son intervention dans le secteur nord et ce, de façon prioritaire puisque voulant couper avec son rôle jusqu'alors d'information légale et d'action individuelle, elle s'était donnée de nouveaux objectifs qui étaient de: 1)susciter des luttes auprès des locataires,2)les regrouper dans le but d'un affrontement collectif avec le propriétaire, 3)populariser les luttes dans un journal local.

Forcée jusqu'alors de défendre les locataires individuellement face à un propriétaire qui enfreignait les lois, il s'agissait

maintenant de passer collectivement *à la lutte, à l'offensive. Tels étaient les objectifs de l'Association.*

Par conséquent le lieu d'intervention se trouvait dès lors circonscrit: le secteur nord,i.e. le secteur où les conditions de logements y étaient les pires, l'action collective avait le plus de chances de réussir.

note

Même si les locataires impliqués au cours de l'action subissaient une situation semblable au niveau du logement, leur appartenance de classe se définit par les rapports d'exploitation qu'ils vivent dans leur travail. Cette lutte au niveau du quartier a donc regroupé des éléments de la classe ouvrière et de diverses couches et fractions de la petite bourgeoisie qui ont un intérêt objectif à l'abolition de l'exploitation et de l'oppression. Nous utiliserons donc, au cours du texte, le concept politique de "masse" tout en reconnaissant qu'il peut sembler abusif.

Objectifs politiques initiaux:

développer les luttes et les organisations de masse autonomes et élever le niveau de conscience de classe.

Les objectifs initiaux de militants du CAP au sein de l'Association des locataires étaient de développer les luttes, de mobiliser les ouvriers et les " travailleurs " contre *leurs propriétaires* et de faire une propagande expliquant, au cours de la lutte, les oppositions de classe; bref,contribuer par la lutte et son explication à élever le niveau de conscience de classe. A ces objectifs se greffait celui de mettre en place au cours de la lutte une organisation (un comité de lutte) distincte de l'Association des locataires et *qui se maintiendrait pour assurer une permanence et élargir l'action.*

Cet objectif de mettre en place des comités de luttee et corrélativement de ne pas considérer les actuelles associations de locataires comme des organisations de lutte appartenant aux masses, relève d'une certaine analyse que nous avons fait de la stratégie de l'Etat fédéral, en ce qui concerne plus particulièrement les projets Perspective-Jeunesse & Initiatives Locales.

Stratègie de l'Etat fèdèral:

empêcher le développement des luttes politiques de masse et des organisations autonomes pour les mener.

Les Associations de locataires sont apparues après que certains comités de citoyens ,surtout vers les années 1969-70 , eurent amorcé des luttes contre des propriétaires (par exemple Concordia dans Milton-Park), ou contre des projets d 'Etat (par exemple autoroute est-ouest)projets qui tous détruisaient de bons appartements et augmentaient la crise du logement au Québec. Ces organisations autonomes avaient, dans bien des cas réussi à mobiliser de larges couches populaires contre ces projets et contre les organismes publics qui les soutenaient ou les appuyaient.

Ces luttes au niveau du logement se situaient dans le courant plus général des luttes politiques contre les pouvoirs publics -occupations de ministères, lutte contre Drapeau et naissance du FRAP, etc...

Le développement de ces luttes, bien que dominées par les idéologies réformistes, représentait un enjeu suffisamment important pour justifier à lui seul l'intervention de l'État canadien.La crise d'octobre lui fournit un plateau d'or pour démanteler les organisations les plus "intéressantes": -attaques Marchand-Drapeau contre le FRAP,etc...Le"fédéral" poursuivit son offensive sous d'autres formes: à l'été 71 , apparaissent les premiers projets Perspectives-Jeunesse et les Associations de locataires.

L'objectif n'est pas strictement économique, i.e. lutte contre le chômage, il est double: liquider ou encadrer les organisations de masses qui commencent à se développer, en généralisant une nouvelle forme d'organisation: les associations de locataires dont la seule fonction consistait au début au dépannage individuel et à l'information juridique, " faire connaître les droits des locataires". Cependant, à cause de la réalité des luttes opposant les propriétaires fonciers aux "masses",certaines associations,non sans luttes internes, s'orientent vers un travail de regroupement de locataires en vue de lutter contre les propriétaires. Or ce travail bien que plus progressiste que le simple dépannage téléphonique, n'en demeure pas moins *strictement économique.*

Fonctionnement des associations de locataires

Les associations ne visent pas à avoir des assises de classe claires, mais à rejoindre "les locataires" (locataire est un terme juridique concernant le "louage des choses" et en cela, n'indique rien quant à l'origine de classe du locataire) et se présentent d'autre part comme des organisations "toutes faites" "données d'en haut"; plus clairement elles ne sont pas des organisations que les masses se sont données et ont construites au cours de leurs luttes.

En rapport avec ceci, les associations sont *subventionnées* par l'État (et non par les travailleurs),dépendent,en ce qui concerne leur permanence organisationnelle, de l'approbation ministérielle, doivent faire des rapports, qui bien que truqués dans bien des cas, finissent par donner suffisamment d'indications aux organismes gouvernementaux, aux agences privées ou publiques d'animation sociale,sur ceux qui y travaillent, sur la nature et l'ampleur du boulot qu'ils font. Enfin, comme ces projets visent également à lutter contre le chômage, un "paquet"d'étudiants, de chômeurs, d'assistés sociaux,les envahissent régulièrement,ce qui,dans bien des cas, a pour effet d'empêcher ou à tout le moins d'amoindrir la continuité *politique* et la discipline de travail:Enfin les associations n'ayant pas de "base", le travail dans la majorité des cas, repose sur les permanents, ces derniers devant en retour recruter des locataires et les amener "participer" à l'Association.

Telle était donc l'analyse minimale qui justifiait, à notre avis, de construire *dans les luttes* , des organisations de masse autonomes (comité de lutte) par rapport à l'État. Ces objectifs n'étaient évidemment pas partagés par tous les permanents de l'Association, pour qui, d'une part les locataires constituaient un bloc homogène et d'autre part leur

seul travail se ramenait à les faire participer réellement à l'Association.Cependant ces tendances en creux,au début du travail, se sont précisées et approfondies au cours de la lutte. Il nous apparaissait donc important d'expliquer nos objectifs initiaux,dans la mesure où c'est par rapport à eux que nous jugerons du travail effectué et où ces objectifs eux-mêmes et les conditions politiques pour les réaliser se sont également précisés par le travail de l'été.

Enquête

Le travail s'amorce par une très vaste" enquête" effectuée auprès de 1,000 locataires habitant les appartements de 25 propriétaires. Cette enquête avait alors pour but explicite de *vérifier* si une majorité de locataires partageait en commun le problème de chauffage. L'enquête effectuée,l'objectif était de développer et organiser une lutte de masse contre des propriétaires i.e. plus précisément de négocier collectivement avec eux des améliorations au système de chauffage. L'enquête a été réalisée en majeure partie par des permanents, à l'exception de 2 locataires et de 2 militants. Aucun travail de préparation n'avait donné lieu à des discussions et à un travail d'explication sur le rôle politique de l'enquête; la tâche se limitait à faire remplir un bref questionnaire portant sur des informations sommaires (problèmes de chauffage, nom, adresse, occupation...)

Les résultats de l'enquête nous ont appris que plusieurs locataires (environ 50)partageaient le problème du chauffage et que leurs conditions de logement n'étaient pas nécessairement identiques. Nous avons aussi constaté que l'état d'isolement et de division chez les locataires était assez grand:la très grande disparité ethnique n'aide pas,les noirs ont la réputation de faire beaucoup de tapage,les juifs (en majorité petits fonctionnaires et retraités) de n'être pas"parlables"; de plus les immigrants (dont un certain nombre illégaux) sont littéralement accablés de travail, ils exercent 2 jobs, ont des horaires changeants, on ne les voit presque jamais;on trouve aussi une fraction assez importante de mères séparées et soutien de famille; en général les travailleurs syndiqués francophones et anglophones sont dans de meilleures conditions.

Mais nous n'avons pas développé d'analyse pour préciser quelle couche était davantage touchée par le problème du logement, quels étaient les éléments les plus combatifs et les facteurs de division entre les locataires. C'est au cours de l'action que nous constaterons que les ouvriers et les travailleurs manuels des hôpitaux, quoique assez peu nombreux dans les blocs touchés, sont les plus combatifs:ils téléphonent constamment au bureau, menacent de ne pas payer,etc.... De plus, malgré le peu d'enquête, nous pourrons analyser le rôle de la gérante comme agent du propriétaire et facteur de division. Dans les blocs où l'action s'est développée, c'est elle qui répartit les logements: les sous-sols aux assistés-sociaux, aux chômeurs et aux étudiants,les 2e & 3e étages, où les problèmes de chauffage sont moins aigus & où quelques réparations sont effectuées, aux travailleurs syndiqués, aux

fonctionnaires, à quelques non-syndiqués, retraités ou étudiants. Elle fait payer aux locataires les réparations (sauf à ses amis),refuse d'accorder des appartements libres du 2e ou 3e aux gens dans les sous-sols, menace de traîner en cour ou d'expulser les locataires récalcitrants"si vous n'êtes pas contents, allez-vous en!" C'est elle que pointeront spontanément les locataires les plus combatifs comme l'ennemi principal.

Evaluation

L'enquête n'avait qu'un seul but: vérifier si une majorité de locataires partageaient un problème que nous avions déjà déterminé d'avance,ce qui nous amena d'une part de "n'enquêter" que sur ce problème et d'autre part à laisser tomber graduellement les "blocs" où ce problème n'était ni principal, ni commun.

De plus cette façon d'enquêter niait pratiquement l'existence des différences de classe parmi les locataires et l'existence de conditions de logements et d'opression différentes. Ne pas reconnaître de différence de classe parmi les locataires c'est assimiler, de fait, les locataires à une classe.

D'autre part, il était illusoire de penser que *l'unité* des masses ne se constituerait qu'en mettant de l'avant une revendication commune. La *division* interne aux masses ne leur est pas inhérente, elle provient bien plus *de l'extérieur*, i.e. de celui qui l'entretient et en tire profit . En ce sens l'unité des masses se *construit* bien plus en définissant et en constituant leur ennemi, celui qui divise et écrase.Cependant,la conception qui sous-tendait notre"enquête"déterminait à priori, l'ennemi: le propriétaire, et prétendait de plus qu'il était unique. Or, il n'en est rien, le travail de l'été nous démontre au contraire que les masses pointent spontanément d'autres cibles: le concierge, la gérante,la ville,etc.. Enfin un travail de masse prolongé comme celui que nous amorcions nécessitait le regroupement progressif par le porte à porte des éléments les plus avancés autour de nous pour *organiser* la mobilisation de masse.Ce travail ne fut pas fait faute d'effectifs et d'analyse des contradictions de classe. Le travail se réduisit vers le mois de juillet aux locataires des deux plus gros propriétaires.

En définitive cette façon de fonctionner était sous-tendue par une conception méprisante et autoritaire de notre rapport avec les " masses ", laquelle conception ne leur accordait aucune capacité de juger la situation, de pointer des cibles réelles, et les intimait dans les tracts et les mots d'ordre de se mobiliser contre les ennemis que nous avions déterminés à leur place.

Organisationnellement cette conception conduisait à empêcher le développement de toute initiative de leur part et à encadrer leurs luttes au point de les étouffer.

Ce que devrait être l'enquête:

L'enquête devrait viser à nous donner une connaissance objective des contradictions de classe,à déterminer quel est l'ennemi principal des masses (contradictions entre le propriétaire et les différents locataires, les locataires entre eux,etc.)

connaître les conditions de logements et de travail des différentes classes, ceci pour élaborer une série de revendications et mettre principalement de l'avant,au cours d'une lutte,les revendications des couches les plus opprimées. De cette façon,ce n'est plus nous qui déterminons les revendications (par exemple, le chauffage)mais bien les locataires et la lutte se développe en défendant les intérêts des couches les plus opprimées.

connaître les différentes propositions d'action et déterminer *qui* propose *quoi* ?-Ceci pour reprendre les idées et propositions les plus progressistes,les proposer de façon systématisée dans les meetings, les retourner et les expliquer dans notre propagande, aux autres locataires. D'autre part, en repérant dans le porte à porte et s'adjoignant ces éléments les plus combatifs (généralement ceux qui ont le plus lutté contre leur propriétaire et qui proposent la lutte)il est possible d'assumer avec eux la direction et l'organisation de la lutte.

L'enquête en ce sens, parce qu'elle détermine quel est l'ennemi des masses, ce qu'elles proposent, etc...impulse et donne un contenu précis à la propagande: reprendre et expliquer les contradictions de classe, des propositions de lutte, dégager des tâches organisationnelles.

Elle n'a plus une simple fonction de dénonciation, mais bien d'explication de la lutte en cours,remplissant ainsi parce qu'elle véhicule des analyses concrètes,sa fonction politique , de contribuer à élever le niveau de conscience de classe.

La propagande

Le travail de propagande s'est poursuivi tout au cours de l'action par le porte à porte, la diffusion de tracts et d'un numéro du journal de l'Association des locataires. Cependant nous pouvons, à partir de quelques exemples dégager certaines critiques .

Nous n'avons pas su utiliser l'enquête pour dégager et diffuser une analyse concrète de la situation des locataires et formuler des mots d'ordre justes. Dans le tract invitant à un premier meeting,nous décrivons une situation générale sans la différencier et sans l'expliquer i.e. expliquer pourquoi la misère et la dégradation des logements, les hauts loyers et pourquoi cette situation touche particulièrement les ouvriers non syndiqués et immigrants,ceci en faisant référence à leurs conditions concrètes de travail; nous pointons toujours comme cible le propriétaire; laissons entrevoir la possibilité de négocier collectivement avec lui.

Un autre tract, convoquant un meeting avec les propriétaires pour le 1er août, se résume comme suit :

a- dénonciation des locataires ,parce que peu nombreux au 1 er meeting et reproches "...serait-il possible que le *propriétaire* soit plus intéressé que nous à ce que se règlent nos problèmes de logement ? "

b- il appelle au 2iè meeting et clame parallèlement.... "n'ayons aucune illusion, c'est à des problèmes de taille que nous nous attaquons."

c- il se termine par les mots d'ordre :"il *faut* être solidaires, il faut participer à l'action, il faut faire du porte à porte avec les permanents.

Ce tract révèle bien le niveau de la propagande, *notre coupure d'avec les masses* : détermination de leur ennemi principal et ampleur des revendications et ce , malgré les indications de l'enquête et l'évidence du manque d'organisation pour arracher de telles réparations.
C'est en toute logique que les locataires abandonnaient l'action tout comme en toute logique,nous leur adressions le reproche de "ne pas s'intéresser à leurs problèmes", ceci tout en leur intimant de participer, de poursuivre l'action.
A cette propagande restreinte par tracts,s'ajoute le Journal de l'Association de C.D.N. Il est à remarquer que faute d'énergie et aussi faute d'une conception claire du rapport entre les luttes, ce journal est le seul à paraître en 4 mois de travail.

Reprenant les luttes sur Linton-Barclay, il se borne règle générale,à décrire les actions en cours, à dénoncer la Régie des Loyers en l'accusant de collaboration avec les propriétaires, à narrer la lutte de Milton-Park contre Concordia. Ce journal distribué largement ne fut jamais discuté et nous n'avons que très rarement des retombées sur sa diffusion. Pourtant, il constituait la seule tentative de faire connaître les luttes en cours aux différents groupes de locataires qui les menaient, luttes du quartier et d'ailleurs;"d'expliquer" le rôle et la nature de la Régie et de l'Etat.

Cette tentative était valable et aurait dû être multipliée; en effet, un journal avec un contenu plus clair que celui décrit plus haut, offrirait d'énormes perspectives de travail: reprenant les luttes ouvrières (production et consommation en général) du quartier et d'ailleurs,il est possible de dégager et d'expliquer que les conflits locaux et dispersés sont en réalité des affrontements *de classe*,qu'il existe un lien concret entre l'exploitation au niveau de l'usine et l'oppression au niveau des conditions de vie en général de démontrer à partir des luttes concrètes, le rôle de l'Etat dans la lutte des classes.

Mais un tel journal demande pour être produit, le regroupement large des différents groupes qui s'entendent pour diffuser et faire connaître aux masses les luttes qu'elles mènent. De plus,il aurait été un instrument privilégié pour pénétrer les usines que nous pouvons rejoindre par les militants contactés (regroupement de plusieurs groupes) pour appuyer et coordonner les différentes luttes. En bref, ce

journal aurait contribué par sa diffusion de masse et son contenu politique *étroitement lié aux luttes*, à élever le niveau de conscience politique de classe.

1. UN PREMIER MEETING: le problème du chauffage

Après le travail d'enquête, nous convoquons un meeting de toute la rue, en vue de déterminer quels moyens d'action entreprendre pour régler les problèmes de chauffage.Vingt (20) personnes viennent et entérinent sans trop de discussion notre proposition de négocier collectivement avec les propriétaires.

Or,au meeting,se dégageait plus ou moins clairement,une proposition de faire venir les inspecteurs municipaux et de faire pression sur les différents départements de la ville pour que ces derniers forcent les propriétaires à faire des réparations.

Cette proposition, pour les locataires qui la soutenaient ne s'accompagnait pas d'illusions sur l'appareil d'Etat-au contraire elle soulignait la nécessité de *faire pression* sur ceux qui régissent les rapports locataires-propriétaires pour que les règlements municipaux du "Code de logement" soient appliqués.Elle soulignait de plus l'utopie d'une rencontre collective avec les propriétaires lorsqu'aucun moyen de pression concret et suffisamment fort n'a été exercé sur eux pour les *amener*, les *forcer* à négocier d'aussi importantes réparations.

En définitive,cette proposition se justifiait fort bien puisque la majorité de nos revendications:planchers en bois dans les sous-sols,meilleure isolation,fournaises adéquates,fenêtres et porte en aluminium,concernait l'application intégrale par le propriétaire et les services municipaux de la Ville de Montréal, du Code du Logement.

A cette proposition, très peu développée au meeting, nous avons immédiatement opposé "qu'il ne fallait rien attendre de la Régie,appareil gouvernemental,et encore moins de la Ville où les inspecteurs sont corrompus,que les mécanismes bureaucratiques et les très longs délais qu'ils impliquent ne règlent rien à nos problèmes immédiats, que somme toute,la loi favorise les propriétaires, etc..." qu'il ne fallait pas en définitive s'appuyer sur la légalité mais sur ses propres forces et se mobiliser contre les propriétaires.

Evaluation

Notre argumentation était plus ou moins juste (les locataires les plus avancés et combattifs proposaient de lutter contre la Ville et non d'attendre qu'elle les aide)et la conclusion tout à fait fausse. Nous proposions une négociation

collective avec les propriétaires ce qui est un moyen d'action qui se situe à un niveau strictement économique. Cependant, la proposition des locataires était une proposition politique au sens où elle *indiquait* la nécessité de faire pression sur la bourgeoisie pour qu'elle applique ses propres lois. Elle impliquait, tactiquement, que dès le début de la lutte, nous décloisonnions et nous nous liions avec les luttes de Barclay et d'ailleurs qui portaient sur la même revendication: application intégrale du Code du Logement.

Notre travail aurait donc été de reprendre cette proposition de dégager au meeting même des tâches d'organisation et impliquer des locataires dans l'organisation de cette lutte, avec tout ce que ça signifie (i.e. tracts, agitation dans le porte à porte, cueillette d'information sur les différents départements de la Ville, mobiliser hommes et femmes pour y aller "en gang", faire de la propagande à ce sujet, contacter d'autres groupes de locataires pour que la lutte soit connue et dans la mesure du possible appuyée activement, une telle lutte s'accompagnant d'une propagande constante sur le rôle et la nature de classe de l'Etat, aurait produit les conditions pour *greffer* aux revendications économiques initiales -les réparations- des revendications plus politiques: réduction des délais accordés aux propriétaires par les départements de la Ville, plus grand nombre d'inspecteurs, etc.. Nous n'avons pas fait cela, au contraire: le meeting s'est terminé sans qu'aucune tâche ne soit attribuée aux locataires disponibles et les tracts et le porte à porte convoquant au meeting avec les propriétaires ont été faits pour l'essentiel par des permanents.

Il est important de constater que par rapport à nos objectifs généraux, le travail que nous avons effectué, dès le début emprunte une mauvaise orientation: développer la conscience politique des masses se résumait, en fait, à argumenter avec elles, à les persuader de ne pas intervenir contre l'Etat, "parce que cela ne donnerait rien", à ne pas développer de lutte politique, et à ne pas dégager avec les "masses" le bilan et la portée réelle de leur lutte. Bilan négatif également au niveau du regroupement des éléments progressistes et de l'organisation des masses pour la lutte.

Toutes ces erreurs peuvent se ramener à une mauvaise compréhension de ce qu'est la liaison aux masses: partir d'elles, systématiser leurs désirs (de lutte), leurs besoins (d'organisation et d'amélioration de leurs conditions de vie), reprendre les propositions émanant des éléments les plus progressistes, les regrouper autour de nous et organiser avec eux les luttes.

2. MEETING DU 1er AOUT: rencontres avec les propriétaires

Les propriétaires ne viennent pas. Une vingtaine de locataires nouveaux se présentent au meeting: petites vieilles bien habillées pour rencontrer le propriétaire; peu d'ouvriers. Certains sont venus pour l'écouter, d'autres le confronter. Face à l'absence des propriétaires, nous n'arrivons pas à dégager clairement ce que cela signifie et ce qu'il faut faire.. Les permanents, dans une rencontre extérieure au meeting, sont clairement divisés: l'un propose de radicaliser la lutte de mobiliser les locataires en organisant une manifestation dans la rue et d'aboutir à une conférence de presse. D'autres suggèrent de ne pas y aller trop radicalement pour ne pas effrayer le propriétaire; cette tendance a certains appuis chez les locataires en partie parce que dans le porte à porte et le travail elle se les adjoint plus ou moins formellement et entretient avec eux une foule de liens personnels. Au meeting, c'est la confusion quant aux moyens d'action à prendre. Les locataires présents rejettent la proposition d'un locataire proposant la manifestation, conférence de presse. Elle est jugée comme prématurée par certains car elle peut couper les ponts pour la négociation future; par d'autres comme hazardeuse, car la police encerclerait sûrement la manifestation. Cette dernière critique indiquait, en fait, le manque d'organisation solide pour mobiliser les locataires et le manque "d'arrières", i.e. d'appuis organisés et extérieurs pour les soutenir. Cette proposition pour radicale qu'elle se présentait à l'époque n'en était pas moins aventuriste par rapport à l'état précis d'organisation à cette étape de "l'action".

Une autre proposition jugée farfelue est écartée: faire pression sur la Ville de Montréal pour qu'elle démolisse les logements qui ne sont pas en loi (ce qui fera peur au propriétaire et l'amènera à négocier). Cependant, il nous aurait été possible, si nous avions été attentifs à ce qu'elle signifiait, d'épurer son caractère farfelu et d'en faire une proposition formelle de faire pression sur la Ville pour qu'elle applique ses propres lois.

Après de longues discussions, il est décidé de faire signer une pétition et d'envoyer une délégation négocier les clauses de la pétition avec le propriétaire. Cette proposition est appuyée et partagée par une partie des permanents: négocier les réparations à tout prix et ne pas effrayer le propriétaire.

Evaluation

Cette décision marque un net déplacement dans les objectifs du travail: car même si la proposition de négocier collectivement avec les propriétaires était erronée, elle n'en marquait pas moins une "volonté" de développer des luttes contre les propriétaires et de mobiliser les masses en conséquence.

La proposition de négociation par délégation, elle, tout en représentant un net recul par rapport à la première, substituait aux objectifs initiaux de lutte et d'élévation du niveau de conscience politique l'objectif -uniquement à court terme et par conséquent réformiste- des réparations,et incitait à la temporisation du conflit,donc liquidait de fait la lutte comme seul moyen pour les masses d'arracher aux propriétaires quelques améliorations immédiates à leurs conditions de logement.

Le porte à porte s'amorce donc mais il n'a aucune autre fonction que d'expliquer le contenu de la pétition et de réclamer une signature; de plus le porte à porte fait "lâchement" n'obtient en un mois que 65 signatures.

Cependant, autant le travail d'agitation fait autour des réparations et du chauffage (tracts, journal, meetings,porte à porte) a pour conséquence manifeste d'enhardir les locataires (téléphonent plus souvent à la gérante,la menacent d'appeler l'Association s'ils n'effectuent pas de réparations, etc..)et d'augmenter sensiblement le nombre et la nature des réparations "courantes" faites par le propriétaire,autant la délégation n'obtient rien et démobilise tout le monde.

La rencontre des délégués avec le propriétaire,contrairement aux pressions courantes, n'amena rien:à chaque revendication il répondit gentiment "non"! Cependant l'évaluation de cette rencontre créa de profondes divergences au sein des permanents:malgré qu'un petit meeting des locataires les plus actifs dans les blocs (une dizaine) ait évalué la négociation comme une farce, "un mauvais moyen de pression" et dégagé la nécessité de poursuivre la lutte, certains permanents en continuaient pas moins à penser que le "propriétaire ne faisait peut-être pas de profits...qu'il fallait vérifier avant de se présenter devant les locataires, etc.etc..."

Ces derniers amorcèrent donc un très long travail de recherche sur les propriétés et les "profits" du propriétaire. Ces recherches devaient de plus guider l'ampleur et la nature de l'action à entreprendre contre lui."S'il ne fait pas de profits...nous devons le ménager".

A notre avis, *en aucun cas*, le constat que le petit ou mon propriétaire ne fait que peu de "profits", est grevé de dettes,ne saurait empêcher ou même freiner la lutte.Au contraire,règle générale,les petits et moyens propriétaires sur-oppressent les masses et la lutte contre eux,tout comme contre les grands trusts doit non seulement viser à obtenir des améliorations immédiates, mais à rendre plus clair l'objectif à long terme, *d'abolir* la propriété privée du sol,à l'expliquer et organiser les masses en conséquence.

On ne peut situer la lutte et son développement du point de vue de l'ennemi,car c'est à court terme démobiliser les masses et liquider leurs luttes.

3. MEETING DU 11 SEPTEMBRE: grève des loyers ou manifestation

Face au refus du propriétaire, nous convoquions un nouveau meeting le 11 septembre pour déterminer quels moyens d'action entreprendre pour riposter. Les tracts appellent à la lutte, clament que l'action continue et sera plus dure. Au meeting,huit (8)locataires,tous assez connus. Désarroi général dans l'assemblée,proposition de rejoindre les locataires qui ne sont pas venus en faisant des meetings dans les blocs et en leur proposant des moyens d'action très précis: il est donc suggéré de présenter deux moyens de pression sur le propriétaire dans les tracts:grève des loyers et/ou manifestation et conférence de presse. Ces propositions devaient servir de cadre aux discussions.

Evaluation

Il aurait bien plutôt fallu proposer aux locataires présents des tâches d'enquête et la faire avec eux sur ces deux principaux points:évaluation que les différents "groupes" de locataires font de l'action; pourquoi ne sont-ils pas venus au meeting? Que faire? (Que proposent-ils?).

Il n'en a rien été:porte à porte informatif et fait très"lâchement", deux semaines plus tard deux meetings de blocs s'organisent,viennent au total 8 personnes.Ces dernières optent, après de courtes discussions, et à l'intérieur de *nos* propositions, pour la GREVE DES LOYERS.

4. TRAVAIL AUTOUR DE LA GRÈVE DES LOYERS

Pendant environ trois semaines, nous travaillons exclusivement sur le bilan de l'action (les autres permanents poursuivent des recherches sur les profits des propriétaires), car les discussions,les polémiques parfois acerbes autour de l'évaluation de l'action occupent toute la place,ceci ajouté au fait que certains permanents retournent à l'Université et que les perspectives de travail sont des plus floues.
Cependant, début octobre, redébute le travail:nous rencontrons les 4 locataires les plus militants des blocs visés,en vue de préparer avec eux la grève des loyers.
Nous avions, ce faisant, amorcé une certaine réorientation puisque notre objectif était de former un groupe de locataires plus formel et d'organiser *avec eux* la grève des loyers.

Le groupe se réunit pendant trois semaines pour préparer plus spécifiquement un pamphlet dans lequel serait expliqué aux locataires:

a- pourquoi la grève des loyers est le *seul* moyen d'obtenir les réparations de la part du propriétaire,
b- les implications légales d'une telle action (possibilité d'expulsion, de saisies, procès et même prison);
c- la nécessité d'une forte organisation de défense dans les blocs (il était proposé de mettre sur pied un comité d'action pour organiser, dans les blocs, les groupes de locataires qui repousseraient les huissiers) et de trouver des appuis organisés et solides provenant de l'extérieur (contacts avec les syndicats du quartier et d'ailleurs, les associations de locataires et autres groupes populaires, ceci en vue d'une diffusion de notre journal expliquant la lutte et aussi d'obtenir des appuis à toutes les étapes de la lutte).

Le pamphlet devait être le produit du groupe de locataires; l'amorce des contacts extérieurs et l'organisation interne également. Le pamphlet devait être distribué de main à main et *discuté avec les locataires*.

Cependant le groupe fonctionne plus ou moins:les discussions ne sont pas très développées et..pour des raisons techniques (l'imprimerie ne peut faire paraître le pamphlet avant le début de novembre) et des raisons politiques (certains s'interrogent sur cette façon de fonctionner en vase clos) le porte à porte est précipité et débute plus tôt que prévu:une seule personne du groupe acceptera d'en faire.

Evaluation

Il faut critiquer notre façon de constituer un groupe plus formel de militants. Ce groupe a été repéré et formé *en dehors des luttes*,ce qui explique en partie le désistement des deux autres locataires (une ménagère et un assisté-social) lorsque le travail a débuté. Nous avons essayé de consolider le groupe et d'y introduire un débat plus politique par la *seule discussion*, par surcroit discussion assez abstraite, puisqu'elle ne portait pas sur les enjeux et les impératifs de l'organisation d'une lutte en cours.
D'autre part le groupe fonctionnant de la façon décrite plus haut, reproduisait le même type de rapports que nous avions entretenus tout l'été avec les locataires, à savoir:

a- élaborer en "vase clos" i.e. sans enquête préalable des propositions d'action.
b- aller voir les locataires pour les *convaincre* du bien-fondé de *nos* propositions.
c- si possible, organiser la lutte.

Malgré le peu d'effectifs, le porte à porte commence vers la troisième semaine d'octobre et permet de s'adjoindre rapidement de nouveaux éléments (2 étudiants, 2 chauffeurs de taxi grecs, 1 ouvrier espagnol,1 surintendant au Canadien Pacifique,noir. Ils soutiennent qu'il faut faire pression sur la Ville en y allant *en masse* réclamer l'amorce des réparations dans *les deux semaines suivantes*, (ne pas respecter les dé-

lais habituels de la Ville) ; ils insistent pour faire pression et obtenir le droit de faire la grève des loyers (ce qui représente *de fait* une lutte en vue de faire passer une nouvelle loi)et pour que le porte à porte se fasse sur les 2 propositions: grève des loyers et/ou pression à la Ville.

Le porte à porte nous démontre que spontanément, une bonne partie des locataires (en particulier les étudiants et les ouvriers) adhèrent à la proposition d'une grève des loyers puis retirent leur appui lorsqu'informés que l'action est *illégale*.Loin d'être une manifestation de peur et de lâcheté cette réaction nous indique au contraire *que les positions ne sont pas assez fortes pour soutenir une telle action:* l'organisation interne est inexistante, les syndicats locaux sont en grande partie divisés, les groupes populaires morcelés et sans force d'appui réelle. Il aurait fallu pour réussir la lutte, changer ce rapport de force au niveau de l'organisation: construire ce regroupement des groupes,dont nous avions besoin à court terme pour populariser et appuyer notre lutte, construire une organisation interne, etc...

Cette tâche nous paraît d'autant plus nécessaire que beaucoup de conflits dans Côte-des-Neiges et ailleurs portent sur la non-application par l'Etat de ses propres lois:ce qui aide indirectement le grand capital à augmenter ses profits et contribue à aggraver les conditions de vie des masses. Seule une mobilisation et une unification de plusieurs conflits locaux et dispersés pourraient réussir à arracher des concessions aux pouvoirs publics. Or, cette lutte est une lutte politique; il est urgent que les militants marxistes-léninistes et progressistes amorcent des liens entre eux, brisent l'isolement où sont les luttes à l'heure actuelle, soutiennent et fassent connaître les luttes économiques; et, lorsque les limites de ces luttes apparaissent clairement et que se pose la nécessité de lutter contre les pouvoirs publics,qu'ils prennent l'initiative d'une propagande et d'une agitation *organisées* sur l'offensive politique de l'Etat et développent une mobilisation de groupes ouvriers et populaires avec une direction idéologique claire.

Ceci encore une fois est d'autant plus urgent que:

a- la grève générale succédant au bill 19, était une grève *politique* de masse et s'est effectuée sous des mots d'ordre politiques: retrait du bill 19, 21, 38, etc...
b- puisque le travail des associations de locataires et des divers groupes politiques est *essentiellement* économique (appuis aux grèves, syndicalisation, rencontres avec les propriétaires) la stratégie de l'Etat semble jusqu'à maintenant assez bien réussir.
c- l'absence d'un regroupement large des "marxistes" en vue de l'agitation économique *et* politique, laisse champ libre aux réformistes de tout fait et de tout acabit, pour "s'occuper" du développement de la lutte politique au Québec.

CONCLUSION

Bien que ce bilan soit assez sommaire sur bien des aspects, il permet néanmoins d'identifier les problèmes politiques et de leur fournir de nouvelles alternatives.En d'autres termes il permet de dégager plus clairement nos tâches, à savoir:

1- développer des groupes de militants repérés au cours des luttes en ayant pour objectif qu'ils assument à moyen terme la direction de la lutte.
2- que ces groupes de militants contribuent à *DEVELOPPER ET ORGANISER* la lutte économique *ET POLITIQUE* des masses.
3- que ces organisations de masse ne soient pas celles d'un seul "front" (front logement, front alimentation) mais bien celles qui développent la lutte contre toutes les autres formes d'oppression de la vie courante:oppression des femmes d'ouvriers et de travailleurs, misère des assistés-sociaux et des chômeurs,délinquance,etc.Dé-isoler organisationnellement les "fronts" de la lutte des classes.Ceci représente un enjeu d'autant plus important que les hausses de salaires sont toujours perdues en hausse de prix sur les biens nécessaires à la vie et que les luttes de classe se mènent, à l'heure actuelle, de façon morcelée, isolée les unes des autres. Dé-isoler les "fronts" de la lutte des classes cela veut dire lutter contre toutes les façons qu'utilise le capital pour rogner sur les salaires et les conditions de vie des masses;c'est constituer,transformer la lutte de quartier en appui populaire à la lutte d'usine (et vice versa),c'est construire dans la lutte, *l'unité* des masses.

Cependant pour que les luttes et les organisations de masses se développent,que se radicalise la lutte économique (que ce soit possible par exemple d'avoir des occupations de logements et des grèves de loyers,sans que soit immédiatement écrasés les travailleurs qui les mènent) et se développe la lutte politique, *IL FAUT QUE CERTAINES CONDITIONS POLITIQUES SOIENT MISES EN PLACE:*

a- regroupement large et permanent des différents groupes militants autour de l'appui mutuel et organisé aux luttes locales et autant que possible,de leur coordination.
b- regroupement des différents groupes autour d'une tâche de diffusion (par un journal commun) des luttes qui se mènent. Diffusion large ceci en vue de faire connaître les luttes à ceux qui les mènent, de systématiser et généraliser les expériences locales, de faire pénétrer le marxisme dans les masses et contribuer,ce faisant,à lever le niveau de conscience de classe.
c- regroupement autour de la tâche de développer l'analyse et la critique mutuelle des expériences de travail pratique ce qui permettrait de clarifier les positions politiques respectives et de *CONSTRUIRE*, tout en développant le travail de masse, *l'unité* politique et organisationnelle des groupes.

A COTE-DES-NEIGES il serait possible, à très brève échéance, de regrouper les militants ouvriers des différentes rues où se mènent des actions dans le but de poursuivre ou d'amorcer selon le cas, le travail d'enquête et de répartir les luttes contre les cibles et les ennemis réels. Il serait également possible d'amorcer des contacts avec les différents groupes progressistes, les syndicats, du quartier et d'ailleurs ceci en vue d'établir des rapports plus formels et permanents sur la base des luttes qu'ils mènent et de leur diffusion commu-large, dans différents milieux.

problèmes et perspectives du travail de quartier à st-jacques

Pour comprendre la situation actuelle du travail de quartier dans St-Jacques et les problèmes qui se posent aux militants engagés dans ce travail,il nous faut faire un bref historique du développement de notre groupe (CAP St-Jacques) et de notre façon de concevoir le travail de quartier à différentes étapes de notre développement.

Historique

1. Comité de citoyens et élection municipale

Le CAP est issu du comité de citoyens St-Jacques, un groupe populaire regroupant des travailleurs du quartier menant des luttes pour l'amélioration des conditions de vie dans le quartier. La forme principale d'intervention du comité de citoyens dans le quartier est à cette époque la clinique médicale. A l'instar des comités de citoyens de l'époque (1968) l'orientation et l'action du comité de citoyens de St-Jacques était du type animation sociale et services populaires. Les différents problèmes (ex:santé,logement,loisirs,alimentation, travail) étaient considérés de façon isolée et fragmentaire, les luttes étaient partielles et réformistes.La participation au FRAP ne fut que le prolongement de cette action sociale et son extension en *action politique réformiste et électoraliste.* Toutes les énergies furent mobilisées sur la campagne électorale; l'organisation des CAP du FRAP étant axée sur la diffusion de la ligne politique du central (par un porte à porte intensif,des assemblées de cuisine).

Mais déjà des critiques du réformisme et de l'électoralisme se faisait entendre dans le CAP. L'échec total des élections municipales et le choc des événements d'octobre 70,renforcèrent les tendances critiques, amenant le CAP à remettre en question l'orientation réformiste prédominante et développer une analyse de classe de la société québécoise. Idéologiquement, le CAP s'orientait de plus en plus vers le socialisme scientifique (le marxisme-léninisme) et revisait ses méthodes de travail pour privilégier une implantation plus solide dans la classe ouvrière.La priorité était accordée à l'implantation dans les milieux de travail,ceci étant vu comme le meilleur moyen de développer les bases de l'organisation politique des travailleurs.

2. Travail de quartier comme tremplin vers les milieux de production

Comme la composition sociale du CAP à cette époque (1970 début 71) était majoritairement non ouvrière, il était claire qu'il fallait passer par une certaine forme de transition avant de pouvoir assumer la tâche prioritaire de travail en milieu de production.

Ainsi le porte à porte fut poursuivi dans les zones où le vote avait été plus fort pour le FRAP. L'objectif de ce porte à porte était la mise sur pied de comités de travailleurs de quartier (CTQ) qui serviraient graduellement de passage à un travail d'organisation en milieux de production.Le travail au niveau résidentiel était vu (et défini) comme un tremplin vers les milieux de travail.

Le regroupement de certains militants ouvriers affectés au porte à porte ainsi qu'un très petit nombre de travailleurs contactés de la sorte constitua le premier noyau travail. Les autres militants au niveau résidentiel continuant leur pratique de porte à porte.

EVALUATION

La composition du quartier St-Jacques étant faiblement ouvrière, nous n'avons put formé des CTQ ayant une composition majoritairement ouvrière. Les membres des CTQ étaient en grande partie des étudiants et des chômeurs. Les travailleurs qui en étaient membres venaient rarement de la production mais plutôt des services, du commerce ou des bureaux.Ainsi,notre objectif de passer graduellement à un travail politique en milieu de production était peu réalisable les CTQ s'avérant de bien mauvais "tremplins".Une fois notre objectif initial tombé à terre, l'on ne savait plus quoi faire avec les gens que nous avions regroupés.On ne leur offrait aucune action pratique et immédiate pouvant correspondre à leur niveau de conscience et leur permettant de progresser et d'acquérir une expérience politique.En effet nous avions rejetté toutes possibilités de luttes au niveau du quartier, les jugeant trop rapidement comme étant inévitablement réformistes.Cette attitude "gauchiste" de rejet des luttes sociales, luttes ayant trait à la consommation, médecine, logement,etc.,nous coupait de toute emprise sur les problèmes du quartier et donc des moyens de mobiliser et maintenir l'intérêt des travailleurs contactés par le porte à porte.

SECTEUR RESIDENTIEL.

Pour tenter de résoudre ce problème les militants affectés au porte à porte furent réunis en un secteur-le secteur résidentiel- où devait se faire l'analyse et la coordination du travail effectuée dans le quartier.Se rendant compte du cul-de-sac dans lequel s'engageaient le travail de porte à porte et de formation de CTQ, ils tentèrent de redéfinir le travail de quartier en l'abordant sous un angle différent.Ils abandonnèrent le concept de quartier comme tremplin vers les milieux de production pour définir le quartier comme un lieu où se retrouve plusieurs institutions:les milieux de travail,les écoles et les associations populaires,institutions qui devraient toutes faire l'objet d'un travail militant entrepris sur base de quartier. Malheureusement le secteur n'avait pas les moyens de développer le travail sur tous ces fronts en même temps,ses bases organisationnelles (i.e.nombre de militants expérimentés,contacts dans le quartier,moyens de propagande) étant très faibles.Ainsi le secteur ne pouvait qu'initier des contacts,des interventions qui devaient ensuite être poursuivis par d'autres secteurs plus spécialisés,tel que le secteur travail pour les usines, ou le secteur scolaire pour les écoles.Sans le vouloir,les militants se trouvaient à reproduire, sous une autre forme, le concept de tremplin.

CLINIQUE.

La clinique subit aussi les effets de notre changement d'orientation.Le CAP se donnant comme priorité le développement de

l'implantation en milieu de travail, la clinique médicale (principale forme d'action au niveau du quartier, avec le porte à porte) était reléguée à un rôle secondaire: fournir des militants pour le CAP. La clinique n'était plus vue comme un milieu de travail politique: i.e. le lieu de mobilisation pour des luttes contre la pratique médicale bourgeoise et l'Etat capitaliste, sous prétexte que donner des services (même médicaux) revenait à continuer l'action réformiste, genre animation sociale, de l'époque du comité de citoyens.

Ainsi des "équipes de prévention médicale" furent mises sur pied parmi les coopérateurs. Ces équipes ne touchant ni de près ni de loin les questions médicales avaient comme but la formation de militants pour le CAP. Ces équipes ne durèrent qu'une courte période (2 mois) mais elles permirent de développer un petit nombre de militants qui furent regroupés en un secteur intitulé "secteur associations populaires" ayant comme but de développer un travail politique dans certaines associations populaires du quartier.

SECTEUR ASSOCIATIONS POPULAIRES.

Ce secteur entrepris une enquête systématique sur les associations populaires du quartier essayant de déterminer leur niveau d'organisation et d'implantation dans le quartier, leur composition sociale (i.e. ouvriers, chômeurs, assistés-sociaux jeunes marginaux), la position de classe et l'attitude des leaders des associations, etc. Cette enquête avait comme but de déceler les associations populaires qui pouvaient être propices à un travail d'organisation politique.

Le decteur débuta par faire enquête et prendre contact avec un grand nombre d'associations populaires, mais graduellement, à mesure que l'enquête donnait des résultats, les énergies furent concentrées sur un nombre beaucoup plus limité (2-3), celles qui s'avéraient les plus intéressantes et où les contacts avaient pu être développés.

Conclusion

Quelles sont les conclusions que nous pouvons tirer de cette période du travail de quartier?

Notre erreur principal fut de concevoir le travail de quartier comme étant *subordonné* au travail prioritaire: l'implantation en milieu de travail. Autrement dit le secteur résidenti-et et le travail de quartier n'était considérés que comme un lieu d'apprentissage politique pour les militants avant qu'ils ne passent au secteur travail, lieu du travail prioritaire. Ou encore, un lieu où ne se faisait qu'un travail de contacts préliminaires, contacts par la suite assumés par les secteurs travail et scolaire.

Ainsi l'orientation que nous avions développée, le travail de quartier comme tremplin vers les milieux de production, nous empêcha de reconnaître *les exigences et conditions particulières* du travail de quartier. Si l'on ne tient pas compte des conditions spécifiques à chaque secteur et lieu d'implantation, un travail d'organisation politique ne peut réussir. Tout comme le travail en milieu de production demande que l'on ti-

enne compte de ses conditions spécifiques: luttes économiques, syndicats, répression patronale, division professionnelle; autant le travail de quartier exige que l'on tienne compte de ses propres caractéristiques; luttes sociales, vulnérabilité de ces luttes à la récupération, profusion de projets gouvernementaux, etc..

Notre deuxième erreur fut le rejet des luttes sociales, et l'identification de ces luttes à des luttes réformistes. Ceci découlait de notre expérience de la période du comité de citoyens où sous l'influence de l'animation sociale, nous avions tendance à nous embarquer dans n'importe quelle lutte, sans avoir préalablement clarifier ses objectifs et reconnu ses limites. Ceci nous avait amené dans plus d'un cul-de-sac réformiste, devant des luttes qui bien que demandant beaucoup d'énergies devaient être continuellement recommencées. Ne voulant pas tomber dans le piège du réformisme nous nous éloignames consciemment des possibilités de luttes sociales au niveau du quartier. Ceci a donné un fonctionnement souvent académique et gauchiste, tel que l'étude de textes de formation, attirant davantage des étudiants ou intellectuels que les travailleurs du quartier.

La conséquence de ces erreurs fut un manque de stratégie et de cohérence dans la démarche politique au niveau du travail de quartier. Nous avons été continuellement à la remorque du secteur prioritaire (secteur travail) et maintenu notre présence dans le quartier par le biais de militants isolés. Réalisant ceci nous avons fait un travail de critique et autocritique, de bilans approfondis, qui nous permit de réunir en en secteur tous les militants oeuvrant au niveau du quartier: les militants de la clinique médicale, du noyau association populaire, du noyau résidentiel (porte à porte) et de s'attaquer avec sérieux à la nécessité de développer une stratégie du travail de quartier.

Qu'est-ce que le travail de quartier?

L'une des premières tâches du secteur quartier était de clarifier ce qu'était *le travail de quartier*, ses conditions spécifiques, et de pouvoir préciser qu'elle était son importance par rapport au travail prioritaire -le travail en milieu de production. Ceci était le minimum préalable au développement d'une stratégie cohérente du travail politique de quartier. Cette analyse que nous avons entreprise dans le secteur quartier est loin d'être terminée, ainsi les prochaines lignes devraient être considéreés comme une ébauche de cette analyse, un compte rendu d'une démarche toujours en cours.

1. Les quartiers populaires lieu de la reproduction de la force de travail.

Le système capitaliste impose aux travailleurs des conditions de vie pénibles: mauvais logements, services médicaux inadéquats, mauvaise alimentation, endettement, etc. Ces problèmes découlent de la position de la classe ouvrière dans le processus de production capitaliste: ne contrôlant pas les moyens de

production,les travailleurs sont obligés de vendre leur force de travail contre un salaire. Mais les salaires qui leur sont payés ne couvrent que les besoins strictement nécessaires à la survie, *à la reproduction de leur force de travail*: i.e. ils leur permettent de se payer le strict nécessaire en marchandises et en services (alimentation, logement, médecine, loisirs, etc), pour pouvoir continuer à travailler jour après jour, mois après mois. Cependant les crises économiques en système capitaliste, l'inflation chronique, le chômage, attaquent durement les salaires des travailleurs, rendant plus difficile encore la reproduction de leur force de travail. Les travailleurs réagissent à cette détérioration constante de leur niveau de vie par une combattivité accrue dans leur milieu de travail pour sauvegarder la valeur réelle, ou augmenter, leurs salaires. Ils réagissent aussi en menant des luttes *en dehors* de leurs milieux de travail. Ces luttes que nous intitulons "luttes sociales" dans ce texte, s'expriment souvent dans les quartiers populaires, là où se vivent la détérioration de ces conditions. Elles s'expriment autant par des luttes vives que ce soit sur le logement, ou pour de meilleures services médicaux, que par des tentatives d'organisation communautaire telles que les comités de citoyens, les associations de services, les associations populaires.

Les quartiers populaires sont donc fréquemment le théâtre de luttes liées à la reproduction de la force de travail, des luttes sociales.

Ces luttes sont d'une certaine importance pour la défense du niveau de vie des masses ouvrières et ainsi en temps de crise économique ou période d'inflation elles peuvent mobiliser de grands nombres de travailleurs.

Toutefois il ne faut pas oublier que les luttes sociales sont essentiellement de nature *défensive*, puisqu'elles cherchent surtout à améliorer les conditions de vie des travailleurs, sans nécessairement remettre en question le système capitaliste. C'est donc le rôle des militants politiques oeuvrant au niveau du quartier *de transformer les luttes sociales en luttes politiques*, c'est à dire les amener à dépasser le stade de lutte pour des réformes et les faire contribuer au développement de la conscience et à l'organisation des travailleurs.

Ceci ne peut être fait que si des éléments *prolétariens conscients* prennent le rôle dirigeant dans ces luttes, clarifiant les intérêts à court et à long terme des travailleurs, et mènent une lutte énergique contre les réformistes qui voudraient limiter l'activité des travailleurs aux luttes pour des réformes.

Comme dit Lénine: " Les réformistes s'efforcent de diviser et de tromper les ouvriers au moyen d'aumônes et de les détourner de la lutte de classes. Les ouvriers qui ont compris la fausseté du réformisme, utilisent les réformes pour développer et étendre leur lutte de classe."(Marxisme et réformisme, tome 19 des oeuvres complètes, p.400).

Ainsi le travail politique dans les quartiers populaires consiste à savoir utiliser les luttes défensives et particulièrement les luttes sociales pour faire développer l'organisation politique et la lutte de classe des travailleurs.

2. Le quartier: lieu de la reproduction des divisions de classes.

Le quartier est un lieu important de la reproduction des *divisions de classes*, i.e. du maintien des conditions permettant l'existence d'une classe capitaliste dominante d'une part, et d'une classe de travailleurs dominés d'autre part. L'Etat qui maintient et assure cette division est extrêmement présent dans le quartier que ce soit à travers ses activités répressives et législatives- police, lois spéciales règlementant les organisation populaires (Bill 19,65,etc) ou bien ses activités administratives -tel que les programmes spéciaux d'Initiatives locales, Perspectives-Jeunesse, les activités d'assistance sociale, assurance chômage, etc.

Par son intervention constante l'Etat (gouvernement fédéral, provincial, municipal) cherche à briser, encadrer et récupérer toutes les initiatives autonomes des masses, toutes velleités de luttes et mouvements populaires. Ainsi l'Etat capitaliste, agissant en fonction des intérêts de la bourgeoisie, *désorganise, réprime les travailleurs* tandis qu'il **organise** *le pouvoir de la bourgeoisie et assure sa dominance.*

Ces divisions de classes sont maintenues et camouflées par les divers appareils idéologiques tels que les partis politiques, écoles, églises, radio et télévision.

Les partis politiques de la bourgeoisie, l'église, les services sociaux gouvernementaux ont tous des stuctures régionales qui sont des centres de diffusion de l'idéologie capitaliste et freine ainsi le développement de la conscience de classe des travailleurs. Les médias tel que la télévision, radio, etc concentrent aussi leur action vers les foyers des travailleurs et contribue à perpétuer les conceptions et idées fausses chez les ouvriers. Ainsi dans le travail politique dans les quartiers populaires nous devons accorder une importance particulière à la lutte idéologique, à la propagande et l'agitation politique pour combattre ces effets néfastes. Autrement nous courrons le risque de voir les luttes sociales, les organisations populaires et communautaires, continuellement récupérées par la bourgeoisie.

3. Le travail de quartier: moyen d'étendre le travail d'organisation.

Le travail de quartier a une autre importance, celle de nous permettre de toucher des travailleurs et des couches laborieuses qui sont, pour une raison ou pour une autre, difficilement mobilisables à travers leur milieu de travail.

Ceci peut être le cas:

1- d'ouvriers qui ressentent le besoin de militer mais qui sont isolés dans leur milieu de travail par manque de syndicat, ou syndicat peu combattif;

2- d'ouvriers de petites usines et usines non-syndiquées où la forte répression (exemple: textile) rend l'amorce d'un travail d'organisation difficile:

3- de travailleurs de commerce et de bureaux où les conditions objectives (isolement, petit nombre de travailleurs), et subjectives (idéologie petite-bourgeoise des cols blancs) rend souvent un travail d'organisation difficile.

Ces travailleurs peuvent être attirés ou contactés par des actions et des luttes menées au niveau du quartier. Ainsi à travers ces activités un goupe politique agissant au niveau d'un quartier peut regrouper et impliquer dans un travail politique de tels gens. Ceux-ci peuvent être impliqués dans le de quartier ou bien préparés à une intervention systématique dans leur milieu.

Le travail de quartier peut aussi permettre le développement d'un travail d'organisation parmi les femmes de la classe ouvrière (ménagères ou travailleuses).Celle-ci,souvent sur-exploitées dans leur milieu de travail, accaparées par leurs responsabilités familiales,opprimées par l'idéologie dominante,s'engagent peu souvent dans des activités militantes. Toutefois, par la mise sur pied d'organismes communautaires touchant les problèmes qui les touchent de plus près: garderies d'enfants, coopératives d'alimentation,etc,elles peuvent être amenées à développer une activité militante.

Exemple: dans un quartier de Montréal,une garderie d'enfants fut mise sur pied par un petit groupe de *militantes politiques*,pour des femmes travaillant dans les usines des environs A partir d'un travail de formation et de discussion sur les conditions de travail dans ces usines, ces femmes en sont venues à prendre conscience de la nécessité d'entreprendre certaines actions concrètes dans leurs usines.

Tâches politiques actuelles du travail de quartier.

1. regroupement

La première tâche de tout travail d'intervention politique est de procéder à la formation de noyaux et ainsi de former la base matérielle et humaine à partir de laquelle le travail politique peut être entrepris.

Comme ce fut exposé dans l'historique, les méthodes choisies pour effectuer le regroupement nécessaire c'étaient révélées inefficaces.Ainsi l'on finit par rejeter complètement le porte à porte, dissoudre le secteur qui s'en chargeait (secteur résidentiel), pour se concentrer sur l'implantation dans les associations populaires. Les bilans et discussions dans le secteur quartier nous avait démontré qu'un travail d'organisation au niveau du quartier ne pouvait se faire en marge des luttes et préoccupations agitant un quartier populaire:essentiellement, les problèmes reliés à la reproduction de la force de travail, les luttes sociales.

On opta pour l'implantation politique dans et à travers les organisations défensives du quartier: les associations populaires et groupes communautaires.Ceci nous apparaissait comme

le moyen le plus efficace de développer un début de regroupement politique,de formation de noyaux,qui nous permettrait de développer des militants connaissant les conditions du quartier.

Ce travail avait deux aspects:

1- Développer l'implantation politique dans des associations populaires sélectionnées à la suite d'une enquête.

2- Développer la présence de la clinique dans le quartier,et par le travail d'organisation parmi ses propres membres.

1- *IMPLANTATION DANS LES ASSOCIATIONS POPULAIRES DU QUARTIER*

L'objectif du travail est de clarifier l'orientation de ces groupes en menant une lutte idéologique à l'intérieur, et développer les li'ns de l'association populaire avec les travailleurs du quartier.

Les phases de ce processus sont les suivantes:

a- Enquête et implantation dans l'association populaire en question.
b- Lutte contre le réformisme et la notion du service individuel. Pousser à dépasser le service individuel vers le service collectif. Faire le lien entre les différentes luttes et les ramener à leur cause fondamentale:l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie.
c- Lutter contre le *leadership* des professionnels petits-bourgeois ou les administrateurs réformistes, développer l'embryon d'un leadership prolétarien. Ceci ne veut pas dire que les professionnels doivent être exclus de l'association populaire,leurs connaissances peuvent être fort utiles au groupe, mais plutôt que leur rôle technique ne *doit pas* être confondu avec le *leadership politique* de l'association, leadership qui revient aux éléments prolétariens *les plus conscients* dans le groupe.

d- Réorienter l'action de l'association populaire vers les problèmes de la classe ouvrière, et suivant les intérêts de cette dernière.

Forme du travail dans les associations populaires: la formation de noyaux de militants à l'intérieur de l'association populaire dont le but est de mener la lutte idéologique et développer le leadership politique prolétarien.

2- *DEVELOPPER LA PRESENCE DE LA CLINIQUE DANS LE QUARTIER.*

Les militants de la clinique médicale firent un bilan approfondi de leurs activités et réorientèrent la clinique en fonction de quatre objectifs:

1- Travail politique auprès des coopérateurs de la clinique. Travail qui peut être défini comme travail idéologique et organisationnel menant à la création de bases militantes dans le quartier.
2- Travail idéologique et organisationnel auprès d'autres

groupes impliqués dans le bill 65.
3- Travail auprès des usines du quartier sur les conditions de travail, développant ainsi de manière concrète le lien entre travail de quartier et travail d'usine.
4- Travail sur la santé et l'organisation de la santé.

2. Développer la propagande et l'agitation dans le quartier.

La deuxième tâche est de développer un travail de propagande et d'agitation dans le quartier nous permettant d'étendre notre influence plus profondément parmi les travailleurs du quartier,et contrer les effets démobilisateurs de l'idéologie dominante. Ce travail doit,en se basant sur les conditions de vie des travailleurs,viser à clarifier et élever leur conscience de classe, combattre les conceptions erronées (nationalisme bourgeois,réformisme) et expliquer la nécessité du parti ouvrier.

Les formes principales de ce travail sont: la participation aux luttes et combats des travailleurs; l'action dans les organisations et mouvements défensifs du quartier; l'action par la voie de journal ou autres formes de littérature.

Depuis quelques temps nous développons surtout la propagande *dans* les organisations défensives du quartier (associations populaires) et tentons à travers celles où nous sommes fortement implantés, de développer une propagande plus large dans le quartier.

Exemple:la clinique médicale développe une propagande politique excellente contre le bill 65 avec la brochure "La santé du peuple". Elle utilise son activi é médicale pour dénoncer le rôle de l'Etat capitaliste et exposer son rôle répressif.

Ainsi à partir de son activité propre une association populaire peut faire une travail efficace de propagande politique

Mais une propagande à travers une association populaire a des limites. Une association populaire peut mener une excellente campagne à partir du *problème précis qu'elle touche* (ex:bill 65), mais ne peut assumer pleinement des tâches telles que l'explication de la nécessité du parti ouvrier, la dénonciation constante des partis bourgeois et petits-bourgeois,l'explication du socialisme.Ceci est proprement le rôle d'une organisation politique.

Il nous faut donc développer *à partir du CAP* une propagande politique dans le quartier. Propagande qui ferait le lien entre les diverses luttes populaires,qui clarifierait et critiquerait le rôle de l'Etat capitaliste,expliquerait la nécessité du parti ouvrier, et tâcherait de développer les aspects politiques des luttes menées dans le quartier. Ceci pourrait être fait par la tenue d'assemblées populaires,la publication d'un journal,ou la participation et la stimulation des luttes sociales.

3. Développement de la solidarité du prolétariat.

Par notre action touchant les diverses couches des masses laborieuses dans le quartier nous devons nous efforcer de développer la solidarité ouvrière, et préparer l'unification autour du prolétairat industriel et du projet socialiste.

Ceci repose sur la reconnaissance de la base commune de l'exploitation du prolétariat. Que cette exploitation s'exerce au niveau de la production de la plus-value,ou qu'elle s'exprime à travers le travail effectué dans les opérations connexes de la circulation du capital,le travail d'organisation politique doit être axé sur l'unité réelle des intérêts de toutes les couches du prolétariat.

Ce travail d'unification est d'autant plus nécessaire qu'il existe présentement un danger très grand que se développent des contradictions sérieuses au sein du prolétariat. La division entretenue par le système entre les diverses couches du prolétariat (travailleurs syndiqués et non syndiqués,chômeurs chroniques, assistés sociaux,ménagères,etc) favorise le développement de forces réactionnaires.On n'a qu'à regarder l'appui sur lequel le Crédit Social peut compter au Québec...Pour contrer ces forces réactionnaires, il est nécessaire de faire un travail qui fasse ressortir sans cesse plus clairement la *communauté d'intérêts de l'ensemble du prolétariat.*

la lutte des travailleurs chiliens

On parle beaucoup du Chili depuis deux ans. On vante d'une part les efforts énormes des travailleurs chiliens pour vaincre la domination impérialiste américaine, et, d'autre part, on reste très perplexes quant à la stratégie de l'Unité Populaire. A travers ces nombreuses discussions, il reste que nous sommes très mal informés de ce qui se passe au Chili et que des opportunistes de toutes couleurs déforment, pour mieux l'utiliser, l'expérience chilienne.



Les medias deforment l'expérience chilienne

Les nouvelles qui nous parviennent du Chili émanent de l'U.P. I. et de l'A.F.P., ce qui au point de départ ne permet pas de saisir correctement la situation. Ces deux agences de presse ont tout intérêt (surtout U.P.I.) à diffuser une image de "désastre sur tous les plans" de la lutte anti-impérialiste des travailleurs chiliens. Mais cela ce s'arrête pas là, car les journeaux d'ici, eux aussi déforment la réalité afin que les travailleurs québécois ne puissent savoir ce qui se passe au Chili, de peur que cet exemple n'ait des répercussions au Québec.

A cet effet, nous avons quelques exemples en lisant Le Devoir. Ainsi, en avril 72, on retrouve dans ce journal que 250,000 personnes avaient manifesté contre Allende dans les rues de Santiago. Par ailleurs, quelques jours plus tard, *400,000* personnes avaient participé à la contre-manifestation pour appuyer Allende, dans les mêmes rues de Santiago. Pour le premier événement, Le Devoir accorde une manchette assez importante, pour le second, on demeure très, très discret!

Autre exemple fort significatif: tous les quotidiens de Montréal ont reproduit des photos montrant des ménagères manifestant contre Allende, dénonçant la pénurie de nourriture. Le message est simple: le peuple, sous un gouvernement socialiste crève! Mais qui étaient ces ménagères? Aucune précision là-dessus par les médias et pour cause: ces ménagères sont les dames de l'élite bourgeoise de Santiago! En somme, c'est un peu comme si les "ladies de Westmount" descendaient dans St-Henri pour protester contre une distribution juste et égale de la nourriture. Pour les médias d'ici, les Westmountaises de Santiago, c'est le peuple.

Nous verrons plus loin comment lors des événements d'octobre au Chili, les journeaux nous ont encore caché la vérité.

Le cas du Chili utilisé par les opportunistes au Québec

Non seulement les médias bourgeois déforment la réalité mais des opportunistes se servent de cet exemple à leurs fins au Québec. Ainsi de nombreux "péquistes de gauche" et certains syndicalistes "à la Gérin-Lajoie" déclarent qu'il faut absolument respecter le cadre démocratique bourgeois (surtout le parlementarisme) pour nous libérer, que l'exemple chilien nous en apporte la preuve, et que, du même coup, il rejette toute autre forme de lutte pour la prise du pouvoir. C'est un peu comme si les travailleurs chiliens avaient opté pour cette voie par moralisme et non pas par stratégie politique! Mais on va plus loin: ainsi l'on compare très artificiellement la stratégie de l'Unité Populaire à celle du P.Q., pour conclure qu'elles sont identiques et comme l'Unité Populaire est un

mouvement révolutionnaire, conséquemment le P.Q. doit l'être. C'est un raisonnement vicieux, mais très habile et très efficace pour leurrer beaucoup de travailleurs et aussi beaucoup de militants du P.Q.

Les événements d'octobre nous demontrent à la fois la force et la faiblesse de l'Unité Populaire

Que s'est-il passé en octobre 72? Ou plutôt devrions-nous dire "que devait-il se passer en septembre 72"? En effet, le coup qu'a porté la droite chilienne était prévu pour septembre 1972, soit deux ans après l'élection d'Allende. Cependant, le 4 septembre, deux millions de Chiliens manifestaient leur appui à Allende et à l'Unité Populaire, et cela à travers tout le pays, à l'occasion du deuxième anniversaire de son élection. Cet appui collectif sans précédent, malgré une période de passablement difficile sur le plan économique, rendait impossible un mouvement important d'opposition et d'agitation de la droite.

C'est donc en octobre que la droite chilienne décida de porter le coup dur au gouvernement Allende. Ce fut une action concertée et systématique qui se déroula tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Chili, avec l'appui des grandes corporations américaines.

Les impérialistes yankees entreprennent le blocus économique

Au début d'octobre, la compagnie multi-nationale Kennecott qui avait tenté par tous les moyens (judiciaires et subversifs) d'empêcher la nationalisation du cuivre chilien, décide de porter des coups sur le plan international. Précisons que Kennecott avait déjà agi à ce niveau de concert avec quelques autres compagnies capitalistes exploitant les gisements de cuivre à travaers le monde, puisque le prix avait subi une baisse de 17 cents la livre (de o.66 à 0.49 la lb) sur le marché international.

Cette baisse avait eu pour effet de provoquer une perte de 300 millions de dollars à l'économi chilienne, dont 80% des exportations reposent sur la vente du cuivre. A l'intérieur du Chili, les partis bourgeois dénonçaient l'inefficacité de l'Unité Populaire en matière économique en sa basant sur ces pertes, alors que cependant, depuis l'étatisation des mines, la production avait augmenté de 8%.

C'est toutefois au début d'octobre que Kennecott porte les grands coups. Premièrement, Kennecott avise tous les acheteurs de cuivre qu'il sera hasardeux à l'avenir d'acheter le cuivre chilien et cela au moment même où le Chili présente ses offres de marché aux principaux pays importateurs que sont l'Allemagne de l'Ouest, l'Angleterre, l'Italie et le Japon, lesquels représentent 70% des ventes. Puis, pour appuyer concrètement ces menaces, Kennecott entreprend des procédures auprès des cours européennes de justice afin d'ordonner une saisie de cargaisons de cuivre chilien. Ces procédures sont entreprises au Havre (France) et à Rotterdam et la Haye en Hollande. Le gouvernement français acquiesça tout d'abord à la demande de Kennecott, puis tout dernièrement renversa sa décision. Qu'en sera-t-il? Une chose est certaine, quelque soit la décision finale, c'est que les pays importateurs exigeront des garanties énormes que le Chili pourra difficilement rencontrer. Deuxièmement, les capitalistes de tous les pays et leurs gouvernements savent s'allier contre les peuples qui luttent pour leur libération et l'ont prouvé (pensons au blocus contre la Russie en 1929). Dans le cas de la France, rappelons-nous que les USA l'ont appuyée lors de l'affrontement avec l'Algérie en 71 au sujet du pétrole du Sahara: un service en appelle un autre, surtout quand c'est pour écraser les travailleurs! Troisièmement, face à la perte d'une source importante de matière première, telle le cuivre, le jeu de l'impérialisme, s'il ne peut le récupérer, c'est de prévoi d'autres sources d'approvisionnement. A cet effet, il serait important d'enquêter sur la décision de développer la région de Port Cartier, au Québec, pour l'extraction du cuivre...

Une autre chose fort importante, qui fut plus ou moins rapportée au Québec (et pour cause), ce fut la solidarité qu'ont manifesté les débardeurs français et hollandais à la lutte de peuple chilien. Ils ont en effet refusé de décharger les cargaisons et ainsi de concrétiser les saisies décrétées par les tribunaux bourgeois. Ce geste de solidarité a été largement diffusé au Chili.

Finalement, précisons que les pays créanciers du Chili ont réduit de $300 millions à $30 millions les capacités d'emprunt du Chili sur le marché international. La tactique fut de réclamer les dettes accumulées par les gouvernements prédédents (surtout celui de Frei) alors qu'à ce dernier on avait justement accordé des conditions très favorables de remboursement et permis de nouveaux emprunts. Le Canada dans sa politique d'aide au Tiers-Monde (doit-on supposer) fait partie de ces pays créanciers qui tentent d'étouffer le Chili.

Ainsi l'on voit que l'action concertée au niveau international sur le plan économique, provoque de nombreuses difficultés au Chili et amène des situations très difficiles pour le peuple chilien. Cette situation allait servir la droite chilienne dans sa tentative de renversement de l'Unité Populaire...

La bourgeoisie chilienne passe à l'attaque

La droite chilienne tente depuis deux ans de saboter les politiques de l'Unité Populaire. Les interventions de la droite ont porté tant sur le plan législatif et juridique que carrément au niveau de la subversion (rappelons-nous l'assassinat du général Schneider en 1970 par un commando d'extrême-droite).

Malgré les nombreuses tentatives, il reste que l'Unité Populaire a su conserver le gouvernement et a réalisé plusieurs projets inscrits à son programme, même si des concessions furent faites à la bourgeoisie.

Cependant le "plan de septembre en octobre" devait être la tentative la plus sérieuse de renverser le gouvernement de l'Unité Populaire. D'une part donc, les impérialistes américains initient un blocus économique, financier et également technique (i.e. pièces de rechange, outillage) et d'autre part à l'intérieur du pays la bourgeoisie intervient dans les secteurs touchés par Allende afin de créer une situation politique qui n'appellerait que le retour des forces dites "démocratiques".

Ainsi peut-on situer le point de départ de ce scénario par la fermeture de la station de radio "Agricultura" par le président Allende. Cette station aux mains de la bourgeoisie (des 155 stations de radio, 115 appartiennent à l'opposition) répandait des informations fausses et pouvant facile e t mener à une agitation résultant dans la violence. On annonçait ainsi "que des hordes marxistes envahissaient les rues, semant la haine et la terreur", " que le peuple ne pouvait compter que sur les 'forces démocratiques' pour s'opposer à l'illégalité des marxistes, etc. Le 1er octobre donc, Allende ordonne la fermeture pour 48 heures, d'autant plus que ces messages alarmistes avaient déjà provoqué des heurts entre civils et militaires, entre autre dans la ville de Naciamento

Le lendemain des commandos du Parti National et du mouvement d'extrême-droite "Patrie et Liberté" attaquent le secrétariat du Parti Communiste, dans une manifestation contre la fermeture du poste de radio. Précisons immédiatement que la droite chilienne s'est dotée d'un groupe para-militaire d'extrême-droite, nommé Proteco, qui agit sous la couverture d'une organisation civile pouvant intervenir pour le bien de la communauté lors de catastrophes. Ce groupe est animé directement par la CIA dont les guides d'instruction au niveau de l'organisation et du fonctionnement, ont été presque littéralement traduits de l'anglais à l'espagnol. Ces révélations ont été faites, non par une publication de gauche, mais bien plutôt *par le périodique américain TIMES*.

Dans les jours qui suivent les étudiants de classe bourgeoise du secondaire débraient et manifestent, alors que la presse de droite tentent de semer le désarroi en annonçant par

de grosses manchettes que le coût de la vie a augmenté de 99.8%

C'est finalement le 10 octobre que se tient la manifestation des "forces démocratiques" (composée du Parti National et du Parti Démocrate-Chrétien,appuyés par le mouvement d'extrême-droite Patrie et Liberté), à laquelle le principal orateur déclare que "c'est maintenant l'heure d'agir".

Dès le lendemain éclate la grève des camionneurs.Cette grève ("paro" en espagnol) était, selon les médias d'ici, la grève des travailleurs du transport et a dégénéré en grève générale. Qu'en est-il au juste?

Une grève de patrons, de commerçants, de médecins etc..., mais pas de travailleurs.

C'est la Confédération Nationale des Propriétaires de Camions qui déclenche l'arrêt de travail. Cette organisation regroupe 17,000 des 30,000 camions qui assument le transport au Chili,le camionnage représentant 66% des moyens de transport (33% pour les chemins de fer). Ceux qui font partie de cette confédération sont les propriétaires de camions (qui possèdent de 3 à 50 camions). C'est un peu comme si Baillargeon,Chalut et Cie décidaient de cesser le travail:pourrait-pourrait-on croire que ces patrons sont des travailleurs?Il y eut aussi l'emprisonnement du chef syndical de la Confédération des Propriétaires de Camions.Certains médias comparaient cela à ce qui s'est passé au Québec, mais jamais n'a-t-on dit que ce chef syndical est une sorte de James Hoffa ou de Hal Banks chilien, déjà condamné trois fois pour extorsion de fonds!

Pourquoi la grève? Pour sept revendications qui ne furent jamais publiées, pas même par la presse de droite,tant elles étaient éloignées du conflit du transport. Une seule,celle de modifier les projets d'étatisation du secteur des transports concernait le conflit. Parmi les autres revendications, les propriétaires de camions demandaient la réouverture des postes de radio fermés temporairement et également que le gouvernement apporte une solution satisfaisante à la famille Edwards, millionnaire possédant une compagnie de Pâtes et Papier et ayant un contrôle important sur les journaux chiliens En somme une sorte de Paul Desmarais chilien!

Les revendications étaient donc nettement politiques et fort éloignées du problème spécifique du transport.Ce mouvement de grève reçut par la suite l'appui de commerçants, des propriétaires de compagnies d'autobus, du collège des Médecins(!) et et d'autres professions libérales.

Ce fut ça la grève générale des "travailleurs chiliens". Une grève de patrons,de médecins et d'avocats bourgeois!Une grève qui a toutefois provoqué une perte de $300 millions à l'économie chilienne.

Pendant cette grève, précisons que se tenait à Santiago le congrès de la Société Interaméricaine de la Presse à l'hôtel Hilton. Cela tombait bien puisque cette organisation de la presse bourgeoise voyait l'occasion de dénoncer sur place les entorses à la liberté de presse!

Mais les travailleurs des moyens de communications ont renversé les plans et ce sont eux qui ont dénoncé l'absence de liberté de presse en société capitaliste en tenant un congrès parallèle où Angela Davis prit d'ailleurs la parole.

La force de l'Unité Populaire: la solidarité indéfectible du peuple

Le peupel chilien appuie d'une façon extraordinaire l'Unité Populaire. Cet appui s'est concrétisé par une mobilisation incroyable des travailleurs chiliens qui ont,à force d'heures de travail supplémentaires, assuré dans les 48 heures suivant la grève,les services de transport essentiel. Près de 3,000 travailleurs ont défilé en un jour au ministère de l'Economie pour obtenir légalement, selon la constitution, la permission de travailler dans une situation d'urgence nationale, à des tâches essentielles laissées en plan par les "patrons en grève".

Les travailleurs ont constitué des équipes de surveillance et de protection pour la population contre les commandos d'extrême-droite. Ces équipes ont permis avec les forces civiles et les forces armées, que ne puisse éclater la guerre civile et qu'également les commerces puissent ouvrir à nouveau, soit volontairement,soit sur ordre du gouvernement.Des médecins et d'autres professionnels d'origine petite-bourgeoise mais qui se sont "branchés" solidairement du côté des travailleurs,ont remplacé les bourgeois en arrêt de travail pour répondre aux besoins de la population.

Cette réaction du peuple chilien prouve que la classe ouvrière a su par de nombreuses initiatives révolutionnaires durant cette crise,opposer une résistance victorieuse aux assauts de la bourgeoisie. Cette résistance de la classe ouvrière témoigne non seulement que l'Unité Populaire est fortement appuyée dans sa lutte contre la bourgeoisie et les impérialistes yankees,mais cela indique aussi que la classe ouvrière chilienne pose de plus en plus la nécessité de la construction d'une véritable démocratie ouvrière.

La faiblesse de l'Unité Populaire: le carcan de l'État bourgeois.

En respectant continuellement les cadres bourgeois du parlementarisme et des structures des appareils d'Etat (administratives,idéologiques,économiques et répressives) l'U.P. voit son action réduite et retardée.Ce cadre permet par exemple au Parlement de mettre sans cesse les bâtons dans les roues du gouvernement et retarde ainsi l'application de nombreux articles du programme de l'Unité Populaire. Une assemblée nationale des travailleurs (une constituante prolétarienne)permettrait de vraiment instaurer une démocratie authentiquement ouvrière. D'ailleurs,comme le disait un camarade du MAPU lors d'un récent passage à Montréal, l'Unité Populaire ne pourra jamais prendre plus de 45% des sièges au Parlement. Dès lors il faudra sortir des cadres bourgeois,sinon c'est la majorité du peuple qui sera toujours soumise aux règles bourgeoises de de la minorité des capitalistes.

Le problème c'est donc de faire face victorieusement à la nécessité de détruire l'appareil d'Etat bourgeois pour le remplacer par des mécanismes d'une authentique démocratie prolétarienne.Ce problème n'est pas seulement théorique,mais avant tout bien pratique.Il ne peut se résoudre que par la consolidation des forces prolétariennes, par l'éducation politique des masses et par une action concertée qui affaiblira sans cesse la bourgeoisie, tout en ralliant des éléments de la petite bourgeoisie.

La stratégie de l'Unité Populaire: une stratégie révolutionnaire ou réformiste?

Deux courants s'affrontent à l'intérieur même de l'U.P.Le premier repose sur la volonté de développer les organisations de masse pour qu'elles s'emparent d'une partie importante du pouvoir. Le second,actuellement majoritaire,veut plutôt gouverner à partir d'une bureaucratie de gauche en cherchant à s'appuyer sur les classes moyennes et maintenant sur l'armée.

La gauche révolutionnaire,dont la principale organisation est le M.I.R.,dénonce la stratégie de l'Unité Populaire qui d'une part,selon le MIR,fait appel aux masses dans les moments difficiles afin de repousser victorieusement les assauts de la droite,mais qui d'autre part,s'oppose à une mobilisation permanente et décisive de la classe ouvrière pour renverser la bourgeoisie.

Ces dénonciations du MIR en particulier, et des éléments plus révolutionnaires de la gauche chilienne en général,s'appuient surtout sur deux aspects importants qui caractérisent l'Unité Populaire.

Premièrement, la très grande importance des classes moyennes au Chili. (voir le tableau). L'appareil politique de l'Unité Populaire comme celui de la Démocratie Chrétienne comporte de nombreux représentants des classes moyennes qui ont objectivement des intérêts de classes distincts de ceux des producteurs les plus déshérités. Si d'une part,l'UP a accordé d'indéniables avantages aux masses populaires, il reste d'autre part que l'appareil de l'UP reflète par bien des côtés l'idéologie que lui inspirent les classes moyennes (légalisme, réformisme, paternalisme).

Deuxièmement, le rôle particulier de l'armée au Chili et la place que lui accorde actuellement l'UP. S'il est juste d'affirmer que l'armée chilienne respecte le gouvernement de l'UP et se veut la gardienne des institutions démocratiques,il serait erroné par ailleurs, d'en conclure que la fidélité de l'armée signifie un appui inconditionnel à la classe ouvrière et que son attitude légaliste garantit les conditions nécessaires au développement du processus progressiste au Chili.

Car justement c'est ce respect inconditionnel aux institutions bourgeoises qui maintient le carcan sur la classe ouvrière chilienne laquelle devra détruire les mécanismes de domination de l'Etat bourgeois pour parvenir à une démocratie prolétarienne.

L'U.P. faisant donc appel à l'armée (surtout en introduisant des militaires au sein du cabinet)et non pas à la mobilisation des masses populaires pour résister à la bourgeoisie et et pour la vaincre pose donc un choix qui semble préférer la voie d'un progressisme certain,certes,à celle de la révolution par les masses de travailleurs et de paysans mobilisés.

La stratégie de l'UP traduit donc son véritable caractère,celui d'un gouvernement réformiste et progressiste qui mène une lutte anti-impérialiste,mais non pas révolutionnaire,puisqu'il ne vise pas concrètement et clairement la destruction des appareils de domination de l'Etat bourgeois et la construction, par les travailleurs,d'une véritable démocratie prolétarienne.

Conclusion

Ces quelques réflexions ne permettent que partiellement de juger correctement de la stratégie de l'Unité Populaire mais nous font saisir quand même des questions fondamentales dans la lutte contre l'impérialisme et dans la construction du socialisme.

D'autre part,si l'issue de la lutte ne sera déterminée que par le peuple chilien, il n'en reste pas moins que l'appui des autres pays socialistes est essentiel et surtout fondamental à

la poursuite de la lutte dans les autres pays de l'Amérique de Sud. Le Chili est en somme une sorte de coopérative à l'intérieur du capitalisme mondial (surtout de l'Amérique du Nord et du Sud). L'impérialisme voit une brèche se faire mais cette brèche qu'est le Chili ne peut vivre isolée. D'une part le Chili doit continuer à exporter son cuivre (et donc d'être dans le jeu capitaliste de l'ordre et de la demande) et d'autre part il doit briser son isolement en recevant l'appui d'autres peuples luttant contre l'impérialisme ainsi que celui des pays socialistes, tant politiquement qu'économiquement.

C'est uniquement dans cette perspective que nous pouvons analyser la situation chilienne car cette perspective commande non seulement la réflexion critique mais tout autant l'action contre les capitalistes d'ici et les impérialistes yankees. Seule la lutte que nous menons peut nous permettre d'appuyer les travailleurs chiliens et de comprendre leur situation.

Ouvrages consultés

"Le régime Allende freine la mobilisation des travailleurs" (journal du FRAP novembre 1972)

" L'expérience chilienne" (Yves Vaillancourt in Relations).

"Chile Hoy" (revue militante numéros d'octobre et de novembre)

Bulletins de l'Agence de Presse "Libération" (Paris, novembre-décembre 1972)

" De nouveaux types d'affrontements sociaux" (A.Labrousse in Politique Hebdo).

Quelques articles in "Grape" (hebdo de gauche de Vancouver 15-21 décembre 1972).

QUELQUES TEXTES MILITANTS...

...sur le travail en quartier...

- UNE VILLE A VENDRE. (EZOP-QUEBEC). Disponible à la Librairie Progressiste. (1867 Amherst). Cette étude comporte 4 cahiers:
Cahier 1: "Pour une analyse marxiste de la question urbaine" (par François Lamarche; 236 pages).
Cahier 2: "Marché immobilier et création d'un centre-ville: le cas de Québec" (à paraître).
Cahier 3: "La politique de rénovation urbaine: le cas québécois" (par Lionel Robert et Pierre Racicot; 331 pages).
Cahier 4: "L'idéologie du réaménagement urbain à Québec" (par Gérald Doré et Robert Mayer; 378 pages).

Malgré ses défauts (c'est long et dispendieux), "Une ville à vendre" constitue la première production québécoise abordant la question urbaine au niveau économique (cahier 2), politique (cahier 3), et idéologique (cahier 4), lui définissant un cadre d'analyse marxiste (cahier 1), cadre qu'elle applique à un cas concret, celui de la ville de Québec. Sans contenir de propositions tactiques au sens strict, l'étude paraît mettre en place les éléments théoriques susceptibles d'aider les groupes agissant en milieu résidentiel à élaborer une pratique pertinente. De plus les références bibliographiques mentionnées tout au long de l'étude constituent probablement la meilleure source de références par rapport aux types de problèmes traités. (Voir article portant sur "Une ville à vendre" dans "Presqu'Amérique" par Julien Parenchaud).

- ANALYSE DE LA SITUATION DES CONSOMMATEURS-LOCATAIRES. (Par le Centre de Recherche sur le logement, du Conseil de Développement Social du Montréal Métropolitain). 146 pages.

Ce document ne constitue pas comme le précédent une réflexion politique très utile pour le travail des militants. Toutefois les do-nées qui s'y trouvent regroupées peuvent servir dans la pratique des militants.

...et sur le Chili.

- ENTRETIEN AVEC ALLENDE SUR LA SITUATION AU CHILI. (Par R. Debray). Editions Maspero, Cahiers libres 202; 1971; 176 pages).

Il s'agit d'un livre à la fois sympathique et critique vis-à-vis l'expérience chilienne. Ecrit cinq mois après la prise du gouvernement d'Allende, il analyse brièvement dans une première partie l'importance et l'ambiguité du pari de l'Unité Populaire; dans la deuxième partie, nous sommes confrontés à un dialogue vif et direct entre Allende et le militant un peu provocateur qu'est Régis Debray.

- CHILI DE L'UNITE POPULAIRE. (Par A. Acquaviva, G. Fournial, P. Gilbodes, J. Marcelin) Editions sociales; 1971; 190 pages.

Ce livre résume l'histoire du Chili depuis l'époque des colonies au 16e siècle. Il insiste surtout sur les luttes de la classe ouvrière qui ont mené à la victoire de septembre 1970. Finalement il contient le programme de l'Unité Populaire et les principales mesures économiques prises au cours des trois premiers mois du gouvernement Allende.

- LES DOCUMENTS SECRETS DE L'ITT. (DOCUMENTOS SECRETOS DE LA ITT Empresa Editora Nacional Quemanty Santiago 1972; 93 pages). Disponible au Centre de Formation Populaire.

Ce texte, bientôt traduit en français aux Editions Parti-Pris, contient les photocopies originales (en anglais) des documents secrets d'un grand monopole américain, International Telephone and Telegraph Corporation. Nous y découvrons les agissements et les encouragements à des actions très politiques de la part d'une grande entreprise économique que nous commençons à connaître au Québec. Texte qui démontre que les capitalistes sont prêts à tout pour combattre le socialisme.

- CHILI AN 1. (Par R. Rossanda dans les Temps Modernes, janvier 1972, no 306, pp 1075 à 1109.

Cet article débute par un rapport d'une rencontre avec Allende et il se termine par un extrait d'un discours du secrétaire général du MIR. On se trouve ici en face d'un président plutôt modéré qui doit se protéger sur sa droite et sur sa gauche tout en tentant d'avancer énergiquement vers le socialisme. L'auteur, une militante du groupe italien "Il Manifesto", prend assez nettement parti pour les positions politiques du MIR comme voie pour dépasser d'équilibre instable actuel et pour aller plus loin qu'Allende.

- CHILI? (Par C. Glucksmann et M. Goldring) Supplément spécial de 24 pages au no 47 de la Nouvelle Critique octobre-novembre 1971. Disponible pour consultation au CAP Maisonneuve.

Ce texte décrit d'abord la situation économique et sociale "du grand nord minier et ouvrier" en partant des cas des mines de cuivre et des mines de nitrate. Les auteurs apportent des témoignages et des éléments d'analyse concernant les grèves, les formes de pouvoir dans les entreprises, les indemnisations, etc... Ensuite, nous arrivons dans le Sud du Chili et nous apprenons ce que sont les luttes paysannes et les organes de pouvoir démocratique qu'ils se sont donnés.

le prochain numéro de

MOBILISATION

portera sur:

ANALYSE DU QUATRIEME CONGRES DU PQ.....

LES CAISSES DE RETRAITE : AU SERVICE DES TRAVAILLEURS OU DES PATRONS?.....

CHILI: CONSEILS OUVRIERS ET ORGANISATIONS COMMUNALES.